



PRÉFÈTE DE LA RÉGION PICARDIE

Décision d'examen au cas par cas n° F-022-15-P-0006  
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'Environnement

**La Préfète de la région Picardie**  
**Préfète de la Somme**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Mme Nicole KLEIN, Préfète de la région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du Code de l'Environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F-022-15-P-0006 déposé par la SARL Brit et Cat, représentée par M. Gérard Dufour, relatif au projet d'aménagement d'un îlot de terrains constructibles sur la commune de Bovelles (80).

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 16 février 2015 ;

Considérant, selon les informations fournies par le formulaire et les annexes, que le projet situé rue Jean du Bos, sur une superficie globale de 0,8 hectare, vise à créer un quartier résidentiel d'habitations comprenant 6 logements et desservi par une voirie de 100 m de longueur ;

Considérant que les travaux du projet sont prévus sur des parcelles de terrain en pâture classées en zone NArc au plan d'occupation des sols (POS) en vigueur sur la commune de Bovelles ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 34° annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement et relative aux « travaux, constructions ou aménagements réalisés en une ou plusieurs phases, lorsque l'opération soit crée une SHON supérieure ou égale à 3 000 m<sup>2</sup> et inférieure à 40 000 m<sup>2</sup> et dont le terrain d'assiette ne couvre pas une superficie ou égale à 3 hectares, soit couvre un terrain d'assiette d'une superficie supérieure ou égale à 3 hectares et inférieure à 10 hectares et dont la SHON créée est inférieure à 40 000 m<sup>2</sup> » ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 6° d) annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement et relative aux « routes d'une longueur inférieure à 3 kilomètres » ;

Considérant que le projet est situé à environ 3,8 km au Sud d'un site Natura 2000 : la zone spéciale de conservation (ZSC) « Basse vallée de la Somme de Pont-Rémy à Breilly » ;

Considérant que le projet est situé à environ 3,9 km au Sud d'un site Natura 2000 : la zone de protection spéciale (ZPS) « Etangs et marais du bassin de la Somme » ;

Considérant que le projet est situé à environ 84 m au Nord-Ouest de biocorridors (corridors à batraciens) ;

Considérant que le projet est situé à environ 427 m d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Bois d'Ailly, de Bovelles et les carrières de Pissy » située à l'Ouest et au Nord ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à impacter les milieux naturels liés à la ZNIEFF de type 1 ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à impacter la fonctionnalité des biocorridors ;

Considérant que le projet s'inscrit dans le prolongement d'une zone déjà urbanisée au sein de la commune ;

Considérant que le projet fait l'objet d'un permis d'aménager, en cours d'instruction ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs notables sur l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales ;

## DECIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le projet d'aménagement d'un îlot de terrains constructibles composé de 6 logements sur la commune de Bovelles (80), déposé par la SARL Brit et Cat, représentée par M. Gérard Dufour, n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet de la préfecture de la région Picardie.

Amiens, le 16 mars 2015

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général  
pour les Affaires Régionales

François COUDON

### Voies et délais de recours

#### 1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Préfecture de la région Picardie  
6 rue Debray – 80020 Amiens cedex 9  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

#### 2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

**Recours gracieux :**

Préfecture de la région Picardie  
6 rue Debray – 80020 Amiens cedex 9  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Grande Arche Tour Pascal A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).